

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 46 - MAI 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Kevin BREGENT, Bastien POULIQUEN et Valentine CHEVÉ
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Louis PICOULEAU
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Camille LACLIE, Henri GERSTER, Lisa BOS
- correction par Neary VONG*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER
- correction par Charly HURIER*

15

AMÉRIQUES

*par Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS, Blanche ARMINJON
- correction par Clément LE LANDAIS*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par M.A
- correction par Jade DELHAYE*

20

ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT
- correction par Neary VONG*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et UGUEN Rodolphe

L'HEURE DU BILAN POUR URSULA VON DER LEYEN

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a présenté le 23 avril 2024 devant les eurodéputés son discours sur l'état de l'Union, en faisant un bilan sur son mandat à l'approche des élections européennes. A l'heure du bilan, son mandat a été jonché de crises dont la première a été en premier lieu sanitaire avec le Covid-19, une crise sécuritaire avec la guerre en Ukraine qui a enfin amené une crise énergétique vis-à-vis des dépendances européennes aux gaz russes. La présidente a ainsi abordé plusieurs sujets comme la guerre en Ukraine et l'adhésion de cette dernière à l'Union, le Pacte Vert Européen ou encore la situation économique encore sous le joug de l'inflation.

Von der Leyen a effectivement salué les progrès réalisés par l'Ukraine sur la voie de son adhésion à l'UE et a appelé à une coopération accrue entre l'UE et l'Ukraine pour faire face aux défis communs, notamment en matière de sécurité énergétique. Il est pour autant nécessaire de rappeler les défis qui se posent déjà quant à la place de l'Ukraine dans l'Union européenne. En effet, l'Ukraine étant un pays dont le poids de l'agriculture est majeur, de nombreux pays s'alarment pour leurs propres secteurs agricoles pour qui la concurrence de l'Ukraine au sein de l'UE serait trop forte. D'ailleurs, des mesures pour faciliter l'export de denrées ukrainiennes dans l'UE ont fait réagir depuis des mois les agriculteurs polonais qui ont bloqué jusqu'au 29 avril les points de transit de marchandises venant d'Ukraine, dénonçant une concurrence déloyale de la part de Kiev.

Elle a ensuite annoncé de nouvelles mesures pour soutenir l'industrie et l'énergie éolienne, ceci après un hommage aux agriculteurs affectés par la crise climatique et la guerre en Ukraine. Cependant, le Pacte vert reste inachevé, avec 37 textes encore en négociations, certains toujours contestés par la droite et l'extrême droite, sur les bases d'une défense des entrepreneurs face à un fardeau réglementaire jugé trop lourd à supporter.



En ce qui concerne l'inflation, la Présidente a salué les efforts de la Banque centrale européenne pour lutter contre, et a souligné la nécessité de poursuivre les réformes structurelles pour renforcer la compétitivité de l'économie européenne. Ceci, bien que la hausse des prix à la consommation reste encore très au-dessus de l'objectif à moyen terme de 2 % fixé par la BCE et que le reflux s'annonce lent et difficile, la Commission européenne a prévu un taux d'inflation annuel de 2,9 % en 2024. Pourtant, l'un des défis de plus en plus prégnants de son mandat réside dans la thématique de la défense européenne. Depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022, les pays européens ont accru leurs dépenses budgétaires pour la défense, mais ont acheté jusqu'à 80 % de leurs armes en dehors de l'Europe (SIPRI).

Au cours des cinq prochaines années, l'Union européenne souhaite donner la priorité au développement de sa propre base industrielle de défense. Les mesures présentées par Thierry Breton le 5 mars dernier représentent le premier pas vers une mutualisation des efforts. Cependant, tout porte à croire que le sujet de la défense européenne sera au cœur des préoccupations de la prochaine Commission. C'est d'ailleurs la thématique sur laquelle l'actuelle présidente, issue du PPE, veut appuyer son prochain mandat, si elle est réélue.

Kevin BREGENT

PROJET DE LOI CONTROVERSÉ EN GÉORGIE

Surnommée “loi russe” par ses opposants, en raison de sa singulière ressemblance avec un texte de loi promulgué par Moscou il y a 10 ans, une nouvelle loi présentée devant le parlement de Géorgie plonge celui-ci dans la tourmente. En effet, le premier ministre Géorgien Irakli Kobakhidze souhaiterait contraindre tout média dont plus de 20% du financement viendrait de l'étranger, à s'enregistrer administrativement en tant qu' *“organisation défendant les intérêts d'une puissance étrangère”*. Un tel projet avait déjà été présenté l'année dernière, mais face aux importantes manifestations le gouvernement avait été forcé de faire marche arrière.

Néanmoins, malgré une mobilisation importante (20 000 manifestants le 28 avril à Tbilissi selon l'AFP), la majorité semble cette fois-ci déterminée à aller jusqu'au bout. Nika Gvaramia, chef de l'opposition parlementaire a ainsi déclaré : *“Cette loi, tout comme ce gouvernement, sont incompatibles avec le choix historique de la Géorgie, qui est d'être un membre de l'Union européenne”*. De fait, le président du Conseil de l'Europe, Charles Michel, a clairement désigné ce projet comme “incompatible” avec la candidature de la Géorgie à une adhésion au sein de l'Union Européenne.

De même, le porte-parole du Département d'Etat américain a également exprimé ses inquiétudes vis-à-vis du danger de fragilisation à “l'intégration euro-atlantique” de la Géorgie. Faible lueur d'espoir, la présidente géorgienne, Salome Zourabichvili, a réaffirmé son opposition et sa volonté d'opposer son veto. Néanmoins, son influence reste symbolique, le premier ministre aura toujours la possibilité de l'écarter par l'obtention d'une majorité simple (76 votes). Pour rappel, la Russie occupe toujours depuis 2008, près de 20% du territoire géorgien, soufflant sur les braises de l'importante hostilité d'une partie de la population vis-à-vis de Moscou. Ainsi, il est certain que ce “test d'allégeance” à la Russie, comme l'exprime Anna Dolidze (membre du parti d'opposition For the people), aura d'importantes répercussions sur la démocratie géorgienne et ses relations futures avec l'Ouest.

Bastien POULIQUEN



ROYAUME-UNI : ADOPTION DE LA « LOI SUR LA SURETÉ DU RWANDA »

Le 23 avril dernier, le Parlement britannique a adopté la « loi sur la sureté du Rwanda », qui permet d'expulser au Rwanda des migrants arrivés au Royaume-Uni illégalement. L'adoption de ce projet de loi constitue une étape importante vers la réalisation de l'une des promesses du Brexit : le Royaume-Uni reprend le contrôle de ses frontières et de sa politique migratoire. Les migrants arrivant illégalement sur le sol britannique seront expulsés vers le Rwanda où leur demande d'asile sera examinée, en échange d'une subvention de Londres. En somme, ce texte se veut plutôt dissuasif, afin que la perspective d'être déplacé au Rwanda soit suffisante pour décourager une partie du flux des migrants illégaux qui traversent la Manche sur des Small boats. Le Premier Ministre britannique, Rishi Sunak, se félicite de l'adoption de cette proposition de loi et déclare que le Rwanda est un pays sûr au regard de l'asile et permettra la bonne mise en œuvre de l'accord de sous-traitance d'asile signé entre Londres et Kigali en 2022. Pourtant, à l'approche des élections législatives, le parti Conservateur n'a pas le droit à l'erreur s'il veut être réélu.



L'adoption de ce projet de loi porté par le gouvernement britannique est plus que controversée et dénoncée sur la scène internationale. Plusieurs experts de l'ONU, ainsi que des associations mettent en lumière la vive contradiction entre l'adoption de ce projet de loi et la ratification en 1953 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Convention de l'ONU, qui octroie un statut et des droits aux réfugiés. De plus, le nouveau revirement de la politique migratoire britannique vient se placer en discordance avec les politiques migratoires des autres pays européens. L'Irlande, notamment, est en opposition avec Londres car elle voit depuis l'adoption de cette loi une augmentation de l'arrivée de migrants illégaux sur son territoire ; et légifère donc en urgence pour faire face à cette vague migratoire. Il est possible qu'avec cette loi, le Royaume-Uni ait créé un précédent et ait ouvert la voie à une politique migratoire bien plus stricte et plus rigide en Europe.

Valentine CHEVÉ

MOYEN-ORIENT

NOUVELLE TOURNÉE D'ANTONY BLINKEN AU MOYEN-ORIENT

Ce lundi 29 avril, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a entamé une nouvelle tournée diplomatique au Moyen Orient. Arrivé à Ryad pour assister à la réunion du Forum économique mondial lors de laquelle il sera question d'un accord de paix dans la bande de Gaza, cette visite suppose de nombreux enjeux pour le secrétaire d'Etat américain. En effet, après une visite en Arabie Saoudite, Blinken se rendra en Jordanie et en Israël afin de discuter d'une potentielle trêve entre le Hamas et l'Etat hébreux. Cette nouvelle tournée diplomatique a ravivé les espoirs d'une potentielle trêve entre Israël et le Hamas alors que les négociations sont enlisées depuis maintenant plusieurs semaines. Lors de cette tournée diplomatique, il devrait également être question d'une potentielle opération terrestre de Tsahal dans la ville de Rafah, là où 1.5 millions de gazaouis se sont réfugiés.

Clairement opposés à cette intervention, les Etats-Unis entendent une nouvelle fois réitérer leurs inquiétudes quant à une opération dans la zone, précisant qu'à l'heure actuelle aucun plan ne permettait de garantir la protection des civils. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, présent lors du sommet du Forum économique mondial, a déclaré que les Etats-Unis étaient "le seul pays capable d'empêcher Israël" d'intervenir à Rafah.



Antony Blinken doit également s'entretenir avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu au sujet de l'aide humanitaire qui rentre au compte-goutte dans la bande de Gaza depuis l'attaque du 7 octobre 2023. Pour accélérer la livraison de cette aide indispensable à la population, Washington est en train de construire un pont artificiel dans la bande de Gaza afin d'acheminer plus rapidement des vivres et médicaments par la mer. Le secrétaire d'Etat américain a affirmé se rendre au Moyen-Orient afin de promouvoir la paix et d'éviter toute escalade régionale.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'IRAN ET LES CONDAMNATIONS À MORT, L'OCCIDENT MANIFESTE DANS LES RUES

Une nouvelle fois cette année, notre regard se porte sur le lourd bilan d'exécutions réalisées par le régime iranien. En effet, l'actualité récente relate le cas du rappeur Toomaj Salehi qui risque la peine de mort pour avoir, au travers de ses titres, relayé l'agacement des jeunes iraniens qui, comme lui, subissent la fermeté de la République Islamique d'Iran. Condamné à mort, le chanteur de 33 ans est réduit au silence et l'Occident s'en indigne.



Toomaj Salehi a été condamné en premier lieu à la peine capitale, le 24 avril, pour « corruption sur terre », charge utilisée par le régime régulièrement contre les opposants au régime. L'artiste est également condamné à deux ans d'interdiction de quitter le territoire iranien et d'exercer toute activité artistique. De plus, le rappeur avait été arrêté le 30 octobre 2022 pour avoir manifesté et médiatisé sa participation à une manifestation contre le régime au moment où la jeune Mahsa Amini avait été exécutée pour une apparence jugée « pas assez islamique » en garde à vue.

Le monde de la musique s'insurge aussi de cette sentence. En France, l'association « Tous pour la musique », qui rassemble 28 organisations, appelle « la communauté des artistes dans le monde à se mobiliser pour sauver la vie du musicien et à soutenir les Iraniens et les Iraniennes dans leur quête de justice et de liberté ». Le chanteur Gaël Faye, la comédienne Golshifteh Farahani, et la dessinatrice mondialement connue Marjane Satrapi, ont notamment dans une tribune au Monde, demandé au président de la République, Emmanuel Macron, d'agir au plus vite. Le Quai d'Orsay a, dans un communiqué, condamné « avec vigueur cette décision qui s'ajoute aux nombreuses autres condamnations à mort et exécutions injustifiables liées aux manifestations de l'automne 2022 en Iran ».

Louis PICOULEAU

EMMANUEL MACRON EXHORTE LE RWANDA À "RETIRER SES FORCES" DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE CONGO

Emmanuel Macron a demandé au Rwanda de mettre fin à son soutien aux rebelles du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo et de retirer ses forces du pays lors de la visite officielle du président congolais Félix Tshisekedi à Paris. Il a souligné l'importance pour la France de protéger l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

Le président français a également souligné l'engagement de Félix Tshisekedi à mettre fin aux activités des FDLR, des rebelles hutu rwandais présents depuis 30 ans dans l'est de la République démocratique du Congo. Le chef de l'Etat français a de plus exprimé sa volonté de persuader le Rwanda de retirer ses forces congolaises, soulignant que cela renforcerait la confiance entre les parties. Il a également proposé un plan séquentiel impliquant le désarmement et la surveillance des FDLR, le retrait des forces rwandaises de la RD Congo, puis le désarmement du M23 avec un processus d'accompagnement.

E. Macron a salué la médiation angolaise et espère des initiatives concluantes d'ici la fin de l'été pour résoudre la situation, bien qu'il n'ait pas explicitement évoqué de sanctions contre le Rwanda, malgré les demandes de la RD Congo.

En retour, Félix Tshisekedi a exprimé sa gratitude pour le soutien français, soulignant un engagement accru de la France envers le peuple congolais pour résoudre le conflit dans l'est de la RD Congo. Il a cependant insisté sur le fait qu'un dialogue avec le Rwanda ne serait possible qu'après le retrait de son armée de la RD Congo.



Camille LACLIE

AFRIQUE

ÉLIMINATION AU MALI D'UN CHEF DJIHADISTE DE L'ETAT ISLAMIQUE RECHERCHÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

Alors que la situation sécuritaire au Mali demeure largement dégradée depuis le départ des troupes étrangères et en premier lieu françaises, les affrontements se multiplient, principalement au Nord et à l'Est du Mali entre les différents acteurs de la région stratégique des « trois frontières ».

Dans ce contexte de tensions accrues, l'état-major des forces armées maliennes a annoncé ce lundi à la télévision l'élimination d'un des principaux chefs de l'Etat islamique au Sahel, Abu Houzeifa. Si la mort du chef djihadiste a pu être confirmée par des images vidéo, il semblerait que ce soit un groupe armé Touareg qui soit à l'origine de la mort du combattant et non pas les forces maliennes comme l'affirme la junte au pouvoir.

En effet, des sources locales ont rapporté aux journalistes que l'opération s'est déroulée lors d'un rapatriement de bétail volé. Les Touaregs seraient tombés sur le djihadiste recherché avant d'engager un échange de tir avec le terroriste et ses hommes. Les forces armées maliennes (FAMA) auraient joué un rôle mineur dans l'opération.



Originaire du Sahara occidental, Abou Houzeifa était arrivé au Mali en 2012 alors que les différents groupes djihadistes de la région connaissaient une expansion rapide menaçant la sécurité de tout le pays. Principalement chargé de la formation des nouvelles recrues de l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS), celui-ci tirait sa notoriété du commandement de la spectaculaire attaque d'un convoi militaire à Tongo Tongo, au Niger qui avait entraîné la mort de cinq militaires nigériens et de 4 membres des forces spéciales américaines qui opéraient dans la région. Cette attaque avait entraîné la mise à prix de Abu Houzeifa par le US Department of State Diplomatic Security Service avec une récompense de 5 millions de dollars pour toute information permettant de le localiser ou le capturer.

Appuyées par le groupe Wagner depuis le coup d'Etat de 2020, les forces armées maliennes rencontrent de grandes difficultés face à l'ampleur de la menace djihadiste dans le pays. Malgré quelques succès récents contre les groupes terroristes, l'armée régulière assistée par les mercenaires russes ne parvient pas à restaurer la sécurité dans le pays tout en commettant régulièrement des exactions contre les populations civiles. Symbole de cet échec, les attaques terroristes contre les populations ont été multipliées par 14 depuis le départ des troupes françaises du pays. L'élimination de Abu Houzeifa, si elle permet d'alimenter la propagande de la junte au pouvoir, ne devrait pas bouleverser en profondeur la situation sécuritaire du pays.

Henri GERSTER

AFRIQUE

ÉLECTIONS EN AFRIQUE DU SUD : LA JEUNESSE RÉCLAME DU CHANGEMENT

À l'aube des élections générales en Afrique du Sud, trente ans après les premières élections démocratiques de 1994, le pays se trouve au cœur d'un tournant politique crucial. L'ANC, parti historique du premier président de couleur, Nelson Mandela et pilier historique de la lutte contre l'apartheid et parti au pouvoir depuis lors, fait face à un défi inédit alors que son soutien semble vaciller. Cette période commémorative souligne les changements profonds qui se profilent à l'horizon politique du pays, avec une jeunesse qui réclame un avenir différent de celui de ses prédécesseurs.

Les récents sondages révèlent un paysage politique en mutation, avec une popularité déclinante de l'ANC, illustrée par des intentions de vote stagnantes à 40 %. Cette tendance suggère une érosion progressive du soutien traditionnellement solide dont bénéficiait auparavant le parti. Le mécontentement populaire s'intensifie, alimenté par des défis persistants tels que la pauvreté, les inégalités sociales, la corruption et la criminalité. Ces problèmes suscitent une demande croissante de changement et de progrès concrets de la part des citoyens. La perspective d'une coalition gouvernementale, jusque-là inédite pour l'ANC, souligne la nécessité pour les partis politiques de s'adapter à un environnement politique de plus en plus fragmenté et imprévisible.

L'Afrique du Sud est à un tournant potentiel dans son histoire politique, avec la possibilité d'une transition significative hors de la domination de l'ANC. Les partis politiques doivent mettre l'accent sur des politiques sociales efficaces pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, répondant ainsi aux besoins urgents de la population.

Les attentes des électeurs, en particulier celles des jeunes générations, sont en hausse, ce qui accentue la pression sur les partis politiques pour qu'ils proposent des solutions concrètes aux défis socio-économiques du pays. L'incertitude politique risque de perturber la stabilité économique mais aussi sociale, soulignant la nécessité d'une gouvernance efficace et de politiques publiques cohérentes pour garantir la résilience du pays face aux défis à venir. Les partis politiques doivent mettre l'accent sur des politiques sociales efficaces pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, répondant ainsi aux besoins urgents de la population.

L'engagement actif de la jeunesse est essentiel pour mobiliser un électorat crucial, ce qui nécessite une écoute attentive de leurs préoccupations et une communication transparente. La lutte contre la corruption et la promotion de la transparence sont donc des priorités pour regagner la confiance du public et ainsi venir restaurer la crédibilité des institutions gouvernementales. Alors que l'Afrique du Sud se prépare pour des élections générales cruciales, l'ANC fait face à des défis monumentaux qui pourraient redessiner le paysage politique du pays. Les résultats des élections seront déterminants pour l'avenir de l'Afrique du Sud et pourraient marquer le début d'une nouvelle ère politique caractérisée par le changement et la transformation.

Lisa BOS



LIVRAISON D'UN NOUVEAU SOUS-MARIN CHINOIS POUR LE PAKISTAN

La Chine a mis à l'eau, le 26 avril, un nouveau sous-marin de classe Hangor, construit pour le compte du Pakistan. S'inscrivant dans un partenariat stratégique toujours plus approfondi entre les deux puissances, ce sous-marin est le premier d'une série de quatre autres classes Hangor à être construit par la Chine et acheté par le Pakistan, ainsi que quatre autres devant être construit au Pakistan lui-même. Ces sous-marins, modernes et décrits comme à la pointe des technologies de furtivité et de détection, représentent un échange de technologie important entre les deux pays. Une stratégie de coopération qui s'inscrit avant tout dans une dynamique de rivalité commune avec l'Inde.

La coopération entre la Chine et le Pakistan n'a cessé de croître ces dernières décennies. Après avoir fixé leurs frontières au Cachemire et développé un corridor économique offrant à la Chine un accès privilégié à la mer d'Arabie, c'est cet accord de transfert de technologie qui marque un nouveau tournant dans la relation privilégiée qu'entretiennent les deux pays. La classe Hangor est donc de conception chinoise et pakistanaise, mais se base surtout sur des technologies chinoises déjà en service dans la marine de l'armée populaire de libération. D'autres navires chinois ont déjà été livrés au Pakistan, notamment des frégates Type 054 en 2022. Un partenariat d'une importance cruciale pour le Pakistan dont l'économie est en crise, et qui cherche à s'armer pour tenir tête à l'Inde qui modernise aussi rapidement son armée et sa marine.



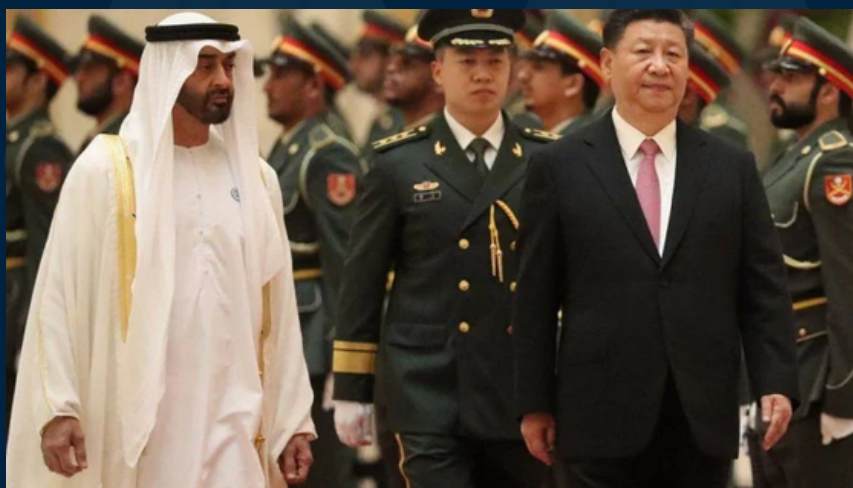
L'inauguration a réuni plusieurs officiels et haut-gradés pakistanaïes et chinois. Après un retard observé sur le calendrier initial, celui-ci reste flou sur la livraison des futurs sous-marins, bien que leur construction semble suivre son cours normalement en Chine. Les chantiers au Pakistan, eux, n'ont pas encore commencé et ne devraient constituer qu'une deuxième partie du projet.

Baptiste POULARD

NOUVELLE DYNAMIQUE MILITAIRE ENTRE ABOU DHABI ET PÉKIN

Dans un monde où la géopolitique façonne les décisions nationales, les récents développements dans les relations entre les Émirats arabes unis et la Chine attirent l'attention de la sphère Défense internationale. Initialement, les Émirats ont entrepris des pourparlers avec les États-Unis pour l'acquisition de 50 chasseurs-bombardiers F-35A de Lockheed-Martin, une démarche qui a été suspendue après l'arrivée de l'administration Biden. Les raisons invoquées, notamment les préoccupations liées à l'équilibre militaire régional et aux liens croissants entre Abou Dhabi et Pékin, ont conduit à un moratoire sur cette transaction.

Face à cette impasse, les Émirats se sont tournés vers d'autres options, dont la France, pour l'achat de 80 Rafale au standard F4. Cependant, cette alternative ne répondait pas entièrement à leurs besoins en matière d'avions de combat de 5e génération. Malgré cela, les discussions avec les États-Unis ont été suspendues en raison de défis techniques et de restrictions opérationnelles. C'est dans ce contexte que la Russie a tenté de saisir une opportunité en proposant son avion multirôle Su-75 "Checkmate" aux Émirats arabes unis.



Cependant, les derniers développements semblent indiquer que les Émirats envisagent une voie différente. En effet, les Émirats arabes unis ont renforcé leur coopération militaire avec la Chine, en acquérant des équipements tels que des drones MALE et des avions d'entraînement auprès de sociétés chinoises. Cette collaboration s'est étendue à des exercices militaires conjoints, témoignant d'une relation en plein essor entre les deux pays.

Plus récemment, une rencontre entre le chef des opérations conjointes des forces armées émiriennes et le commandant de la composante aérienne de l'Armée populaire de libération chinoise a été annoncée, suggérant un engagement continu dans le renforcement des liens militaires bilatéraux. Alors que les discussions sur l'acquisition d'avions de combat chinois continuent, il est clair que les Émirats arabes unis regardent de plus en plus vers l'Est pour répondre à leurs besoins en matière de défense. Dans un monde où les alliances et les partenariats sont en constante évolution, cette évolution des relations entre les Émirats et la Chine est susceptible de façonner le paysage géopolitique régional dans les années à venir.

Charly HURIER

DES AVIONS DE COMBAT CHINOIS SURVOLENT TAÏWAN APRÈS LA VISITE D'ANTONY BLINKEN À PÉKIN

Les tensions entre les États-Unis et la Chine s'intensifient à nouveau, cette fois-ci autour de la question de Taïwan. Alors que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, achevait sa visite en Chine, une douzaine d'avions de combat chinois ont été détectés près de l'île, accentuant les inquiétudes régionales. La visite de Blinken en Chine avait suscité l'espoir d'un apaisement des tensions, mais les discussions ont rapidement dégénéré, en particulier sur la question de Taïwan. Les États-Unis ont récemment adopté un projet de loi de dépenses supplémentaires prévoyant une aide militaire importante à Taïwan, ce qui a suscité la colère de Pékin.

Lors de la rencontre entre Blinken et le président chinois Xi Jinping, ce dernier a vivement critiqué les États-Unis pour leur ingérence dans les affaires de la Chine, en particulier en ce qui concerne Taïwan. Xi a appelé à la coopération plutôt qu'à la confrontation, mais les tensions persistent. En réaction à cette escalade, la Chine a intensifié ses activités militaires près de Taïwan, ce qui soulève des préoccupations quant à une possible escalade du conflit. Taïwan, de son côté, a réagi avec fermeté, déployant des avions de chasse et des navires de guerre pour défendre sa souveraineté.



Les États-Unis et la Chine semblent engagés dans un jeu de pouvoir dangereux, où Taïwan est devenu un point de friction majeur. Alors que les deux parties cherchent à affirmer leur influence dans la région, le risque de confrontation militaire augmente. Malgré ces tensions, des discussions bilatérales ont eu lieu entre les États-Unis et la Chine, notamment sur des questions telles que l'intelligence artificielle et le trafic de drogue. Cependant, ces pourparlers semblent avoir peu d'impact sur la situation tendue autour de Taïwan. La communauté internationale surveille de près l'évolution de la situation, craignant qu'une escalade ne dégénère en conflit ouvert. Alors que les États-Unis et la Chine continuent de rivaliser pour l'influence régionale, la stabilité de l'Asie-Pacifique reste précaire.

Charly HURIER

AMÉRIQUES

PRÉPARATIFS EN COURS : LES MARINES CHILIENNE ET AMÉRICAINE S'ACTIVENT POUR L'EXERCICE SOUS-MARIN DESI 2025

La préparation de l'exercice DESI 2025 est en cours avec une réunion tenue à Valparaiso entre les forces sous-marines des États-Unis et du Chili. Cette rencontre a également permis de faire le bilan de l'édition 2023 et de poser les bases pour l'édition à venir en 2025.



L'évaluation de l'exercice précédent s'est déroulée les 24 et 25 avril au sein du Commandement des opérations navales, réunissant une délégation de la marine américaine, dirigée par le contre-amiral Michael Van Poots. Les échanges ont porté sur les objectifs atteints et ont marqué le début des préparatifs pour l'édition suivante. Le vice-amiral Claudio Maldonado et le commodore Federico Saelzer ont accueilli la délégation américaine, soulignant l'importance de ces entraînements pour renforcer la coopération régionale en matière de lutte contre les sous-marins.

Les participants ont exprimé leur satisfaction quant aux retombées positives des précédents DESI, soulignant l'acquisition d'expériences précieuses pour les opérations futures. Le commodore Saelzer a particulièrement mis en avant l'importance de l'interopérabilité développée avec la marine américaine, renforçant ainsi le prestige de la force sous-marine chilienne. Le contre-amiral Van Poots a salué la performance remarquable du sous-marin SS-22 General Carrera lors de l'édition précédente, soulignant les progrès réalisés par la marine chilienne dans le domaine sous-marin. Il a souligné la volonté continue d'améliorer les exercices pour favoriser l'apprentissage mutuel et l'amélioration des deux forces navales. L'exercice DESI, lancé par la marine américaine en 2001, vise à fournir un entraînement avancé en lutte anti-sous-marine. La participation régulière du Chili depuis 2006 a renforcé la confiance et la coopération entre les deux marines, qui partagent des intérêts communs dans le Pacifique.

L'édition 2023 a été marquée par des opérations complexes, mettant en scène le sous-marin "Carrera" dans divers scénarios, allant des simulations d'incidents à bord à des exercices de détection et d'attaque. Ces activités ont permis de développer des tactiques avancées pour faire face aux défis sous-marins contemporains.

La planification de l'édition 2025 s'annonce donc prometteuse, avec un engagement renouvelé à perfectionner les compétences et les techniques de combat dans un environnement sous-marin en constante évolution.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU PATROUILLEUR COLOMBIEN EN BONNE VOIE

Avec une avancée de 38%, COTECMAR poursuit la construction du patrouilleur océanique: Patrullera Oceánica Colombiana POC 93.

Dans le cadre du processus de construction du patrouilleur océanique colombien réalisé par la Corporación de Ciencia y Tecnología para el Desarrollo de la Industria Naval, Marítima y Fluvial (COTECMAR), la construction des blocs de la coque (structure du navire) de ce qui sera le plus grand navire conçu et construit en Colombie a été achevée.



Cette étape correspond à l'achèvement de la construction des 18 blocs qui composent la coque du navire, où 657 tonnes d'acier naval ont été utilisées. Environ 63 000 mètres de coupe de tôle ont façonné la coque et 21 tonnes de soudure avec la plus grande précision, conformément aux normes internationales de cette industrie et sous la supervision de la maison de classification Lloyd's Register et de la marine colombienne. La société de classification Lloyd's Register est une organisation qui établit et applique des standards techniques au projet, à la construction et à l'inspection des infrastructures relatives à la marine, incluant les navires et les structures Off-shore.

La construction de ce projet innovant est actuellement achevée à 38 % et se poursuivra avec la construction des blocs de la superstructure, l'installation de la tuyauterie et l'intégration des équipements et des systèmes à bord. Sa mise à l'eau aura lieu au milieu de l'année 2025 dans les installations de COTECMAR situées dans la zone industrielle de Mamonal à Cartagena, au nord de la Colombie.

COTECMAR est un constructeur naval Colombien chargé de l'entretien et la réparation de la flotte de la marine nationale colombienne (navires et sous-marins) sur l'ensemble du territoire national. Il est également présent sur les scènes extra-nationale et extra-continentale en ayant travaillé avec la marine, Brésilienne, Hondurienne ou encore Hollandaise. Ce navire reflète l'indépendance technologique du pays au sein de l'industrie navale et de la construction navale. En effet, sa conception, sa gestion logistique et sa construction sont menées par des talents colombiens. Cela stimule ainsi l'économie nationale, la formation technique, technologique et professionnelle des Colombiens les plus talentueux du pays.

Clément LE LANDAIS

AMÉRIQUES

LE RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES DU NIGER

Le vendredi 19 avril, les États-Unis ont donné leur accord afin de retirer les 1000 soldats présents au Niger dans le cadre de la lutte antijihadiste. Le 26 juillet dernier, un coup d'État pris place au Niger, renversant le président Mohamed Bazoum. La junte militaire regroupait des membres de la garde présidentielle. À la suite de la prise d'otage de l'ancien président, le général Abdourahamane Tiani, président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, s'est autoproclamé président. Le nouveau régime militaire a alors exigé le retrait des troupes américaines, les présentant comme « illégales ».

Washington avait pris la décision de geler sa mission militaire, mais souhaitait maintenir sa présence militaire au Niger. Les États-Unis disposent également d'une importante base de drones, estimée à près de 100 millions de dollars. Les troupes étaient présentes depuis la signature d'un accord de coopération militaire en 2012. Le pouvoir nigérien a cependant annoncé que cet accord avait été « imposé unilatéralement ».



De nombreuses manifestations ont eu lieu à Niamey la semaine dernière, réclamant le départ des troupes américaines. La coopération sécuritaire avec la Russie conclue par le Niger a entraîné l'expulsion des troupes américaines. Le Niger est le troisième pays du Sahel, après le Mali et le Burkina Faso, à se tourner vers la Russie. Le 11 avril, alors que le retrait de l'armée américaine était envisagé, la télévision d'État nigérienne a annoncé l'arrivée des premiers formateurs russes et du matériel envoyé par Moscou, comprenant des systèmes de défense antiaérienne. Le Corps d'Afrique a également confirmé le déploiement de ses membres dans le pays.

Les Occidentaux souhaitent limiter l'expansion de l'influence russe dans la région. C'est dans cette optique qu'ils portent leur attention sur le Tchad. En effet, le Tchad est un pays riche en ressources naturelles et abrite la plus grande base militaire française de la région. Il est également envisagé comme une alternative pour Washington, à la suite du départ des troupes du Niger. Les modalités de retrait des troupes seront annoncées dans les prochaines semaines. Une délégation américaine devrait se rendre à Niamey afin d'organiser les opérations, des discussions entre les deux parties sont toujours en cours à Washington.

Blanche ARMINJON

AÉROSPACE

VERS UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE DANS L'ESPACE ? LA NASA S'INTERROGE SUR LES INTENTIONS DE LA CHINE

Alors que la NASA s'apprête à renvoyer des astronautes sur la Lune pour la première fois depuis 50 ans, l'agence spatiale américaine exprime ses vives inquiétudes quant aux ambitions spatiales croissantes de la Chine. Bill Nelson, administrateur de la NASA, pointe du doigt le manque de transparence de Pékin concernant ses programmes aérospatiaux, nourrissant les soupçons d'un programme militaire caché derrière un voile de secret.

Cette opacité suscite des tensions croissantes entre les deux puissances spatiales, menaçant de raviver les spectres d'une "guerre froide spatiale". La Chine, qui investit massivement dans son secteur aérospatial, affiche des progrès fulgurants, inquiétant les États-Unis qui craignent de perdre leur leadership dans ce domaine stratégique.



La course à la Lune est au cœur de ces tensions. La NASA prévoit d'y envoyer des astronautes en 2026 dans le cadre de la mission Artemis III, tandis que la Chine vise 2030. Ce duel lunaire symbolise l'enjeu crucial de la domination spatiale pour les deux nations.

Face à ces défis, Bill Nelson appelle à la vigilance et à l'investissement. Il exhorte les États-Unis à ne pas "baisser la garde" et à maintenir leur avance technologique. La transparence et la coopération internationale sont également essentielles pour éviter une escalade des tensions et garantir un avenir pacifique pour l'exploration spatiale.

L'ombre du secret chinois plane sur l'avenir de l'espace. La NASA et les autres acteurs internationaux devront naviguer dans ce climat d'incertitude pour préserver la collaboration et garantir que l'exploration spatiale reste un moteur de progrès et de découverte au profit de l'humanité toute entière.

M.A

ARMEMENT

VITESSE FULGURANTE : LA MUNITION VÉLOCE 330 D'EOS TECHNOLOGIE ATTEINT LES 400 KM/H LORS DE SON TEST

L'entreprise EOS Technologie, spécialisée dans la conception de drones intégrant les toutes dernières avancées technologiques, a récemment consolidé sa réputation à travers un test probant du drone Veloce 330. Ce test s'inscrit dans le cadre du programme LARINAE, une initiative lancée en 2022 résultant d'une collaboration entre l'Agence de l'Innovation de Défense (AID) et la Direction Générale de l'Armement (DGA). Dans le cadre de ce programme, l'AID a sélectionné KNDS France pour la munition, EOS Technologie pour le drone, et Traak pour la technologie anti-brouillage.

L'objectif de ce programme ambitieux est le développement rapide et collaboratif d'une munition télécommandée capable de neutraliser une cible blindée dans un rayon de 50 km et de maintenir un vol d'une durée excédant une heure. Le drone en question est télépiloté à distance, qualifié dans le jargon militaire de "drone kamikaze" ou de munition téléopérée (MTO).



Lors de sa troisième phase d'essais, le drone Veloce 330 a surpassé les critères établis avec brio, atteignant une vitesse de pointe de 400 km/h et parcourant 50 km en seulement 16 minutes, avec la moitié de son réservoir. EOS Technologie a publié une vidéo mettant en lumière les prouesses aérodynamiques de ce drone à voilure fixe évoluant gracieusement dans le ciel.

"La conception aérodynamique et les procédés de fabrication ont désormais été validés pour ce mini-Shahed 238 français", a déclaré un représentant d'EOS Technologie, soulignant les performances comparables à celles du célèbre MTO iranien.

Selon KNDS France, l'objectif fixé pour la MTO Veloce 330 est d'atteindre un rayon d'action de 80 km et une autonomie de 3 heures. Bien que doté d'une voilure fixe, lors de missions de reconnaissance, grâce à une boule optronique capable de détecter un véhicule jusqu'à 15 km de distance en plein jour et 3 km la nuit, le Veloce 330 pourrait être en mesure de retourner à sa base en effectuant un atterrissage vertical. De plus, il est équipé d'une charge génératrice de noyau pour contrer les systèmes de défense actifs des véhicules blindés et d'un système de navigation sans GPS, le rendant insensible au brouillage.

Fabriqué dans l'atelier de production des avions Rafale situé à Mérignac, près de Bordeaux, cette initiative s'inscrit dans la stratégie française visant à consolider son avance technologique dans le domaine de la guerre moderne.

Loris Cornuault

SOURCES

• EUROPE

◦ **L'heure du bilan pour Ursula von der Leyen**

- "UE : quel bilan pour Ursula von der Leyen ?", R. David, Public Sénat, 13/09/2023
- "En campagne, von der Leyen plaide de nouveau pour une défense européenne", Euronews, 08/04/2024
- "L'économie de l'UE est « plus forte qu'il y a cinq ans », selon Ursula von der Leyen", Jonathan Packroff, Euractiv, 23/04/2024

◦ **Projet de loi controversé en Géorgie**

- "En Géorgie, un projet de loi controversé sur l'« influence étrangère » revient devant le Parlement", Le Monde, 29/04/2024
- "Georgia foreign agents bill draws protesters on to the streets", Rayhan Demytrie, BBC, 24/04/2024
- "Thousands protest in Georgia against controversial foreign influence law", Euronews, 29/04/2024

◦ **Royaume-Uni : adoption de la « loi sur la sureté du Rwanda »**

- "Avec l'expulsion de migrants vers le Rwanda le Royaume-Uni reprend peut-être le contrôle de sa politique migratoire", Joseph Schidan, Le Figaro, 24/04/2024
- "Royaume-Uni - Rwanda : la loi de la honte", Le Monde, 25/04/2024
- "La loi controversée qui permet au Royaume-Uni d'expulser des migrants vers le Rwanda, crée des tensions entre Londres et Dublin", Clémence Pénard et Émeline Vin, France Info, 29/04/2024

• MOYEN-ORIENT

◦ **Nouvelle tournée d'Antony Blinken au Moyen-Orient**

- "Guerre Israël-Hamas, jour 204 : le Hamas dit « étudier » une contre-proposition de trêve israélienne ; une réunion à Riyad pour discuter de la situation", *Le Monde* avec AFP, 27/04/2024
- "Guerre Israël-Hamas, jour 205 : une délégation du Hamas répondra lundi aux propositions d'Israël sur la trêve", *Le Monde* avec AFP, 28/04/2024
- "Gaza : Blinken appelle le Hamas à accepter une proposition "extraordinairement généreuse", *L'Express* avec AFP, 29/04/2024

◦ **L'Iran et les condamnations à mort, l'Occident manifeste dans les rues**

- "Mobilisation pour le rappeur Toomaj Salehi qui risque la peine de mort en Iran", Ghazal Golshiri, *Le Monde*, 01/05/2024
- "Le monde de la musique s'insurge contre la peine de mort prononcée à l'encontre du rappeur Toomaj Salehi", Juliette de Banes Gardonne, *Le Temps*, 30/04/2024
- "L'Iran procède à 853 exécutions, chiffre le plus élevé depuis huit ans, dans un contexte de répression implacable et de reprise de la « guerre contre la drogue »", *Amnesty International*, 04/04/2024

SOURCES

• AFRIQUE

- **“Emmanuel Macron exhorte le Rwanda à "retirer ses forces" de la RD Congo”**
 - “Félix Tshisekedi en France : Emmanuel Macron exhorte le Rwanda à "retirer ses forces" de la RD Congo”, *France 24*, 30/04/2024
 - “Emmanuel Macron exhorte le Rwanda à « cesser tout soutien » aux rebelles congolais du M23 et à « retirer ses forces » de la RDC”, *Le Monde Afrique avec AFP*, 30/04/2024
- **“Élimination au Mali d’un chef djihadiste de l’Etat Islamique recherché par les Etats-Unis”**
 - **Mali : qui était Abou Houzeifa, le commandant de l’EI tué par les forces maliennes ?**
France 24 – 30/04/2024
 - **Mali: l’armée élimine un chef militaire du groupe État islamique au Sahel**
RFI – David Baché – 30/04/2024
 - **Mali : les attaques de groupes djihadistes se multiplient depuis le départ des troupes française**
France Info – 18/01/2024
- **“Élections en Afrique du Sud : La Jeunesse Réclame le Changement”**
 - **"Afrique du Sud : 30 ans après l'élection de Mandela, un bilan en demi-teinte"**, *AFRICANEWS* - 29/04/2024
 - **"Un scrutin serré s'annonce à un mois des élections générales en Afrique du Sud"**, *FRANCE INFO* - 29/04/2024
 - **"Trente ans de démocratie en Afrique du Sud : entre révisionnisme et nostalgie"**, *JEUNE AFRIQUE*- 25/04/2024

• ASIE

- **Livraison d’un nouveau sous-marin chinois pour le Pakistan**
 - « China launches first of the 8 Hangor-class submarine built for Pakistan », *The Economic Times*, 27/04/24
 - « Pakistan Navy Launches First Hangor-Class Submarine In China », *Naval News*, 28/04/24
 - « China launches first of the 8 Hangor-class submarine built for Pakistan », *The Indian Express*, 27/04/24
- **Nouvelle dynamique militaire entre abou Dhabi et pékin**
 - « Les Émirats arabes unis et la Chine parlent de renforcer leur coopération militaire dans le domaine aérien », *Opex360*, Laurent Lagneau, 28/04/2024
 - « La Chine et les Émirats organisent des exercices aériens conjoints pour la première fois », *I24News*, 02/08/2023
 - « Les Émirats arabes unis et la Chine parlent de renforcer la coopération militaire dans le domaine aérien », *News.DayFR*, 28/04/2024
- **Des avions de combat chinois survolent Taïwan après la visite d’Antony Blinken à Pékin**
 - “Taiwan reports Chinese military activity after Blinken leaves Beijing”, *CNA*, 27/04/2024
 - “Chinese jets fly sorties over Taiwan strait in show of force as US delegation departs”, *The Guardian*, 28/04/2024
 - « Taiwan reports renewed Chinese military activity after Blinken leaves Beijing », *The Daily Guardian*, 27/04/2024

SOURCES

• AMÉRIQUES

- **Préparatifs en cours : La marine chilienne et américaine s'activent pour l'exercice sous-marin DESI 2025**
 - "La marine chilienne et la marine américaine commencent la planification de l'exercice sous-marin DESI 2025", par Nicolas Garcia, Infodefensa, 27/04/2024
 - "La planification de l'entraînement anti-sous-marin avancé DESI 2025 commence », site de l'armée du Chili", 26/04/2024
 - "L'US Navy présente à la marine chilienne le navire de combat littoral USS Billings", par Nicolas Garcia, Infodefensa, 28/04/2024
- **La construction du nouveau patrouilleur Colombien en bonne voie !**
 - "COTECMAR presents significant progress in the construction of the new OPV 93 patrol vessel for the Colombian Navy", Cesar Fernando Cepeda Bernal, Zona Militar, 22/04/2024.
 - "COTECMAR avanza en la construcción de la estructura de la Patrullera Oceánica Colombiana" Armada de Colombia, 18/04/2024.
 - "COTECMAR termina la construcción de los bloques del casco de la futura Patrullera Oceánica Colombiana POC" Carlos Vanegas, Defensa.com, 26/04/2024.
 - "Colombia avanza en la construcción del buque más grande y de mayor complejidad tecnológica del país" Redacción, Infodefensa, 26/04/2024.
- **Le retrait des troupes américaines du Niger**
 - "Retrait des troupes américaines du Niger : des décisions dans les prochaines semaines", Le Monde, 29/04/2024
 - "Niger : comprendre la situation après le coup d'État en six questions", Le Monde, 09/08/2023
 - "The US is losing its battle in the Sahel as Chad joins Niger in demanding withdrawal of military personnel", José Naranjo Y Óscar Gutiérrez, El País, 29/04/2024

• AÉROSPACE

- **Vers une nouvelle guerre froide dans l'espace ? La NASA s'interroge sur les intentions de la chine.**
 - "Ils sont très secrets", le patron de la NASA alerte sur la non-transparence de la Chine quant à ses projets dans l'aérospatial, *Science&Vie*, Louise Guyonnet, 18 avril 2024
 - NASA official site web : <https://www.nasa.gov>
 - CNSA official site web (in english) : <https://www.cnsa.gov.cn/english/>

• ARMEMENT

- **Vitesse fulgurante : La munition Veloce 330 d'EOS Technologie atteint les 400 km/h lors de son test.**
 - "Le français EOS Technologie a dévoilé Veloce 330, une munition téléopérée pouvant voler à 400 km/h", *Opex360*, Laurent Lagneau, 28 avril 2024
 - "EOS Technologie dévoile le Véloce 330, un "drone kamikaze" made in France", *BFM Business*, Pascal Samama, 29 avril 2024
 - "EOS Technologie's Veloce 330 loitering munition demonstrates breakthrough speed in tests", *Defense Industry Europe*, 29 avril 2024



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

